

BOUZIANE BENTABET [*]

Une matrice de comptabilité sociale : le cas de l'économie algérienne

Dans cet article, nous essayerons de développer une matrice de comptabilité sociale, pour l'économie algérienne. En effet, après avoir présenté les concepts fondamentaux qui régissent une telle structuration des données économiques, nous tenterons de les rapprocher au système des comptes économiques algériens. Une fois ces liens établis, nous pouvons élaborer une matrice de comptabilité sociale qui nous permet d'avoir un cliché chiffré sur l'économie algérienne. En conclusion, nous évoquerons les différentes utilisations de cette matrice de comptabilité sociale, en analyse économique.

La matrice que nous avons élaborée, nous a servi à construire un modèle d'équilibre général calculable pour l'économie algérienne et partant effectuer des simulations de politiques économiques. Nous présentons un format particulier en trois secteurs : les secteurs des biens importables, exportables et les services. Cette distinction sectorielle est actuellement à la base de toute investigation dans ce domaine.

INTRODUCTION

L'idée d'une matrice de comptabilité sociale, dorénavant MCS, c'est-à-dire d'un schéma comptable qui montre les flux circulaires au niveau intermédiaire, méso-économique, fut développée pour la première fois pendant les années 60 dans le cadre du Program for Growth de l'Université de Cambridge. Par la même occasion, le groupe de travail dirigé par R. Stone compila une MCS pour la Grande Bretagne qui fut utilisée comme le support d'information pour l'élaboration et pour la solution des premières versions du Cambridge Growth Model (Pyatt & Roe, 1977). Au cours des mêmes années, le système de comptabilité nationale en vigueur jusqu'à nos jours fut publié, et R. Stone (1961) en fut un des auteurs principaux. Puisqu'au cours de cette période, la théorie économique dominante se limitait à demander des informations agrégées sur les principales variables macro-économiques, sans montrer un intérêt particulier pour les statistiques plus détaillées. Les directives internationales ignorèrent l'approche théorique de la MCS, et elles adoptent comme schéma théorique de référence, le modèle de croissance de Keynes. Toutefois, le SNA68 (United Nations Statistical Office, 1968)[1] contient des indications qui peuvent être interprétées comme les premiers pas vers la formulation d'une MCS, à savoir :

- les directives pour une classification plus articulée des secteurs institutionnels, qui permettent d'approfondir la comptabilité sociale,

- l'introduction des techniques Entrée-Sortie qui permettent d'approfondir l'analyse des flux enregistrés dans une structure tabulaire.

A partir des années 60 et jusqu'à nos jours, avec l'évolution des théories économiques et avec la naissance de nouvelles questions macro-économiques difficilement interprétables sur la base des données disponibles, la demande d'information s'est orientée vers des domaines non couverts par le SNA68. En particulier la MCS a répondu à l'exigence statistique des modèles calculables d'équilibre générale offrant un modèle comptable plus flexible, qui soit capable de mettre en évidence les phases de distribution et celles d'utilisation du revenu au niveau sectoriel.

Les premières traductions opérationnelles de la MCS remontent aux années 70, quand elle fut utilisée comme instrument de programmation économique pour les pays en développement[2].

Ces matrices furent construites dans le but de fournir le cadre comptable de référence pour programmer la croissance économique de ces pays.

L'expérience auprès des pays en développement représente une étape importante dans le parcours évolutif de la MCS, parce qu'elle en souligne les potentialités et précise les finalités effectives qu'elle peut accomplir. Les caractéristiques de base de la MCS, qui expliquent sa compilation pour les pays en développement, sont la flexibilité et l'implantation conceptuelles extrêmement simples. Elles permettent de personnaliser la structure de la matrice en fonction des données de base disponibles, ainsi que certaines caractéristiques structurelles de la réalité économique analysée.

Au cours de ces dernières années, même les pays industrialisés se sont intéressés à la MCS, aussi bien comme instrument de programmation économique que comme modèle d'intégration des statistiques relatives à des domaines différents.

Qu'est-ce qu'une matrice de comptabilité sociale ?

Comme réponse, nous procédons à une description détaillée de la structure de base d'une MCS.

Nous commençons par définir les concepts fondamentaux qui nous permettent d'intégrer, sous forme matricielle, les différentes données disponibles pour une économie. Le pouvoir analytique, que nous offre une MCS, est caution de la base statistique et de la résolution des problèmes de classification et de désagrégation. Ces points seront discutés ci-dessous.

1. LA STRUCTURE THEORIQUE D'UNE MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE

Une matrice de comptabilité sociale, fournit une approche convenable pour la (re) structuration des données statistiques pour un pays. Généralement, une telle matrice est basée sur une table Entrée-Sortie et inclut aussi bien les statistiques sommaires sur les agrégats macro-

économiques fondamentaux, la production, la consommation, les exportations, les importations, l'investissement et l'épargne que les statistiques détaillées sur la distribution de revenu, le système fiscal et les variables monétaires. Dépendant de l'objectif assigné à son élaboration et de la disponibilité des données, une MCS peut exhiber des informations très précises et aider à l'analyse des politiques économiques.

Cette forme de comptabilité sociale trouve sa source dans le Tableau de Quesnay. Dans les dernières décennies, de nombreux économistes ont tenté d'étendre la structure du Tableau en intégrant une table Entrée-Sortie pour la rendre possible à l'analyse des politiques de économiques. Ces tentatives d'élaboration de MCS ne sont pas nombreuses et concernent un nombre limité de pays en voie de développement. Parmi ces études, citons le modèle de Pyatt pour l'Iran, où les revenus et les rémunérations des facteurs sont endogènes. Pyatt et Roe ont fourni une MCS pour le Sri-Lanka, Adelman, Mc Carty et Taylor pour le Pakistan, Lysy et Taylor pour le Brésil et Eckaus, Mc Carry et Mohie-Eldin pour l'Égypte (Eckaus, Mc Carty & Mohie-Eldin, 1981). Tous ces développements sont fondés sur le cadre conceptuel décrit par Pyatt et Thorbecke (Pyatt & Thorbecke, 1982).

1.1. Le schéma d'une Matrice de Comptabilité Sociale

Du point de vue de la pensée économique, la désignation d'un système d'informations statistiques comme MCS a été impliquée par la combinaison de deux idées :

- la présentation matricielle des comptes de revenu national, reflétant le modèle keynésien des marchés de biens et services, et
- le modèle Entrée-Sortie de l'interdépendance structurelle de la production dans l'économie.

Le modèle keynésien divise l'activité économique en trois catégories : la production, les revenus et dépenses et l'accumulation. Plus restrictif, dans une première approche, a été le modèle Entrée-Sortie, en ne traitant que des liens interindustriels du côté de la production. Avec des aménagements substantiels, ce dernier a constitué le point de départ pour les améliorations futures des MCS.

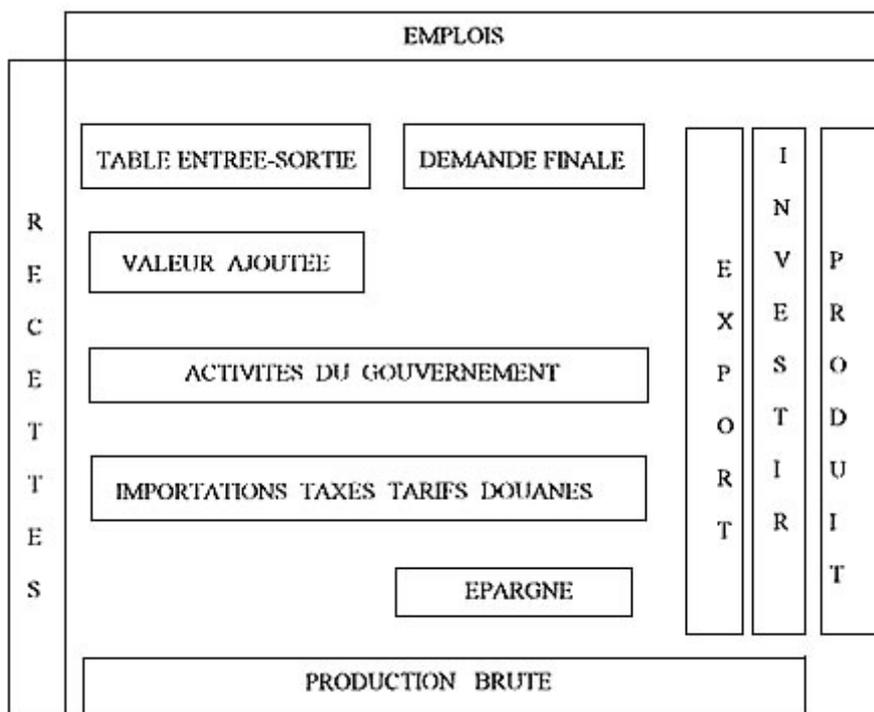
Une MCS est une matrice carrée de données (économiques et sociales) construite sur la base des trois règles suivantes :

- pour chaque ligne, il existe une colonne correspondante. Un élément d'une ligne (ou colonne) est une entrée ;
- le système est dit complet, si les totaux des lignes sont égaux à ceux des colonnes correspondantes ;
- chaque entrée est une recette lorsque lue dans un contexte ligne et une dépense, du point de vue de sa colonne.

La description des MCS comme comptes singuliers, découle de cette dernière règle. Les lignes et colonnes sont libellées de 1 à n, avec certaines fournissant des sous totaux. Mais une MCS ne comporte pas n

détails, il existe des éléments nuls pour des considérations statistiques ou conceptuelles.

Table 1
Une MCS étendant une matrice Entrée-Sortie



Nous introduisons la notion de MCS, dans son acception nouvelle, par une structure qui a sous-tendu la majorité des systèmes d'information macroéconomique : la SNA68.

Cette matrice est composée de dix blocs (ou sous-matrices) qui retracent les principaux agrégats macro-économiques. Sous cette forme, cette MCS ne se prête pas à notre étude pour deux raisons :

- analytique : elle expose la production plutôt que les revenus et leur distribution. Les activités économiques forment la chambre forte d'une économie, mais elles ne fournissent pas nécessairement les aspects distributionnels de leurs résultats,
- structure : l'arrangement des entrées nulles et non nulles n'est pas cohérent et les flux monétaires et de ressources ne sont pas mis en relief sous cette forme.

Dans le but d'éviter ces deux objections, nous réarrangeons la matrice de la Table 1, en permutant certaines lignes et colonnes et en incorporant les revenus reçus par les différents types de facteurs pris en compte et donc par les institutions. Toutes ces opérations sont effectuées en gardant à l'esprit les trois règles mentionnées ci-dessus.

Nous produisons dans un premier temps une MCS pour une économie fermée, que nous étendrons ensuite par la prise en considération des relations économiques avec le Reste du Monde.

La matrice obtenue dans la Table 2, est plus explicite sur certains comptes que la précédente mais n'incorpore pas les transactions avec le

Reste du Monde. L'introduction de ces comptes fait apparaître dans les comptes initiaux des postes supplémentaires. Il est évident que la matrice de la Table 2 contient plus d'informations. Cependant, ces informations supplémentaires sont-elles utiles ?

Dans le cas où nous nous intéressons à l'agrégat revenu national, nous pouvons travailler aisément avec la première matrice. L'analyse Entrée-Sortie et les transferts interindustriels suffisent. Il est à noter que l'analyse Entrée-Sortie ne traite pas de l'identification des agrégats mais concerne seulement la taille relative et les interdépendances des différents secteurs du système productif. De façon similaire, les transactions courantes entre les institutions donnent des informations sur leurs revenus relatifs, tandis que les transferts en capital reflètent la structure de l'épargne et de l'investissement.

Ces caractéristiques structuralistes et distributionnelles sont sans pertinence pour le traitement et l'analyse de la répartition de revenu. Du point de vue analytique, les agrégats de revenu national, fournissent des éléments essentiels sur le fonctionnement du processus économique. L'extra-information contenue dans la matrice de la Table 2, apparaît seulement après un arrangement des différents blocs ou comptes.

Nous obtiendrons une matrice plus élaborée en intégrant dans la matrice de la Table 2, les transactions courantes et en capital avec l'extérieur. La forme générale de cette matrice est reproduite ci-dessous, avec les explications détaillées sur les composantes (lignes et colonnes) des différents comptes. Nous aurons, alors, une MCS à l'état brut, que nous affinerons par la suite en traitant des procédures de classification et de désagrégation. Cette première MCS permet l'intégration des éléments aidant à l'analyse économique.

La matrice de la Table 3 contient des lignes et des colonnes très spécifiques que nous décrivons en détail.

Ligne 1. Les facteurs de productions reçoivent les rémunérations pour leurs services à partir des diverses activités de production. A l'intersection de la Ligne 1 et de la Colonne 5, nous obtenons la distribution (fonctionnelle) des revenus entre les facteurs. Cet élément, dépendant du niveau d'agrégation retenu pour les facteurs, est constitué du revenu du travail (les salaires des différentes catégories) et les profits comme rendement du capital, et selon la disponibilité des données les revenus de rente des ressources naturelles (tels que les droits de propriété) ; et avec la Colonne 4, nous avons les paiements des facteurs à partir des activités productives. Les revenus des facteurs reçus de l'extérieur, apparaissent à l'intersection de cette ligne avec la Colonne 6.

Colonne 1. Les revenus sont payés aux offreurs de leurs services. Par exemple, les salaires agricoles iront aux ménages ruraux dans le cas où ces derniers font partie de la classification des institutions. De façon similaire, les salaires industriels reviendront aux ménages urbains et les revenus des rentes aux institutions qui possèdent les droits de propriété. Les profits des entreprises publiques reviennent à l'institution Gouvernement.

Ligne 2. La source primaire des revenus des institutions se trouve dans les services offerts des facteurs, comme expliqué ci-dessus. En plus, il existe des transferts entre ces institutions : les taxes payées au Gouvernement, les profits payés par les firmes aux actionnaires (ménages), subventions accordées par le Gouvernement aux ménages. En agrégeant les différents types de revenu de cette ligne, nous obtenons le revenu total de chaque institution, et en particulier la distribution personnelle des revenus entre les catégories de ménages. Le sous total de la Colonne 5 montre la même distribution de revenu mais exclut les revenus des facteurs provenant de l'extérieur.

Colonne 2. Les institutions dépensent une certaine partie de leurs revenus sous forme de transferts en liaison avec les éléments de la Ligne 2. Pour le reste, ces revenus sont ou épargnés ou dépensés en biens de consommation qui produits à l'intérieur du pays ou importés. Les épargnes représentent des transferts à leurs comptes en capital. La consommation de biens produits à l'intérieur du pays, implique une demande aux activités de production qui en échange reçoivent des revenus.

Ligne 3. Les institutions obtiennent les fonds de capital dans un premier temps à travers leurs propres épargnes. Au delà, il existe un transfert ou flux entre elles par l'intermédiaire du marché de capitaux et les agences d'épargne. Le total des flux disponibles pour l'économie est augmenté par le montant de capital reçu de l'extérieur, au croisement avec la Colonne 6.

Colonne 3. Les fonds acquis par chacune des institutions sont en partie transférés aux autres institutions, comme décrit ci-dessus. Au delà de ces transferts, les institutions effectueront des dépenses, en capital, sur les biens offerts par les activités de production nationales ou les importations.

Ligne 4. Les activités de production reçoivent leurs revenus monétaires en contrepartie de la vente des biens de consommation, des biens de capital et des exportations. Elles reçoivent aussi des revenus consécutifs à la vente des biens intermédiaires aux autres activités. Ces deux sortes de revenu représentent les ventes totales ou la production de chacune de ces activités.

Colonne 4. Les revenus de chaque activité de production sont dépensés en partie dans les achats de matières premières et biens intermédiaires produits à l'intérieur du pays ou importés. Le reste des coûts de production prend la forme de valeur ajoutée qui est payée aux facteurs de production sous la forme de salaires aux différents types de travail, comme rente sur la propriété, et en profit comme rémunération du capital.

Ligne 5. Cette ligne fournit les sous totaux selon chacune des lignes, et montre respectivement les allocations du PNB par facteur, les transferts, l'épargne, la demande et les importations.

Colonne 5. Les sous totaux, font ressortir toutes les dépenses de revenu en biens en capital des institutions.

Ligne 6. Les importations totales de l'économie sont allouées entre les catégories d'usage : la consommation finale, la formation de capital et à la production.

Colonne 6. Le total reçu du Reste du Monde est détaillé avec un élément majeur : l'exportation des biens et des services non factoriels. Cet élément est indiqué à l'intersection de la Colonne 6 et la Ligne 4.

Cette structure de MCS, sera améliorée, pour notre étude, en prenant en compte les trois aspects suivants :

- le système d'information est défini entièrement en termes de flux. Les comptes en stocks ne sont pas pris en considération dans cette structure, comparativement à la SNA68 qui les effectuent explicitement. La structure que nous avons adoptée est capable d'indiquer la nature du système fiscal et ses déterminants suivant la classification retenue, mais elle n'aboutit à aucune information sur la propriété d'actifs ou la richesse excepté certains flux, particulièrement allant des facteurs aux institutions comme indiqué dans le croisement de la Ligne 2 et la Colonne 1.

- ce système ne prend aucune référence aux volumes physiques des biens et des facteurs. En effet, il est possible de placer la matrice interindustrielle sur une base physique fournissant les prix relatifs des produits des activités de production séparément. De plus, ces relations sont difficiles à déterminer du fait de la non homogénéité du produit à l'intérieur d'une activité et des ambiguïtés résultantes sur les prix unitaire de tels produits.

La structure de la Table 3, reprend la distinction entre les activités de production et les biens produits faite dans les comptes SNA68[3]. La technologie sous-tendant les relations interindustrielles a été définie en termes d'activité de production plutôt qu'en biens, et une même industrie peut produire plusieurs biens ayant chacun une structure d'entrées différente.

1.2. Les procédures de désagrégation

Les divers agrégats décrits précédemment, sont utiles parce qu'ils reprennent quelques uns, des plus familiers des systèmes de comptabilité nationale. Cependant, nous pouvons obtenir une structure plus désagrégée de MCS, essentielle pour notre étude, en adoptant des classifications appropriées des institutions, des ménages et facteurs de production. Cela nous permet, entre autres, d'analyser les différents liens entre les activités de production, de consommation, d'accumulation et de distribution. La procédure de classification, et partant de désagrégation, est la question la plus controversée sur l'élaboration des MCS. Elle est souvent utilisée comme critère pour définir les différentes structures possibles d'une MCS. Le problème de classification concerne la totalité des comptes d'une MCS, la production, les ménages, les institutions et les relations avec le Reste du Monde.

Pour ce dernier compte, par exemple, des classifications pourraient porter sur la nature des biens importés et exportés, sur leurs sources et les destinations géographiques.

1.2.1. La classification

Sur le plan technique, la procédure de classification dépend fondamentalement du système d'information et de la disponibilité des données. Ceux-ci ont un rôle déterminant dans la définition de la dimension et des comptes d'une MCS, consécutive à la classification retenue.

La classification usuelle des unités résidentes en trois groupes fondamentaux : entreprises, ménages et administrations publiques, permet de mieux comprendre le caractère de la production. Habituellement, la majeure partie de la fonction de production s'exerce dans les entreprises. Dans le secteur privé, les entreprises exercent, en général, des activités destinées au marché, l'objectif étant de réaliser un bénéfice pour les propriétaires. Par contre les entreprises publiques cherchent souvent par leur politique de détermination de prix, et d'une manière générale par leurs opérations, à maximiser le bien-être du pays tel que le conçoivent les responsables politiques, y compris le renforcement de son développement économique à plus long terme et les prestations de services essentiels que les entreprises privées ne seraient pas en mesure de fournir. Les entreprises publiques peuvent donc s'attendre à encourir des déficits d'exploitation si cela est nécessaire pour qu'elles atteignent certains objectifs de politique générale[4].

Les ménages sont des unités dont la fonction économique essentielle est la consommation et l'épargne. Toutefois, par convention, on inclut dans le produit intérieur une part de la production issue des ménages: les services fournis par le personnel domestique, de même que la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires.

Même dans les pays développés, dans de nombreux cas, il est difficile de distinguer très clairement les ménages des entreprises. Dans le secteur agricole, une partie de la production est habituellement consommée par l'agriculteur et sa famille sans passer par le marché, et doit donc être incluse à la fois dans le produit et dans la consommation pour que l'on obtienne les agrégats nationaux appropriés.

Dans les pays en développement, une partie importante de la population vit souvent dans un secteur dit de subsistance, où la production est entièrement destinée à l'autoconsommation ou à l'investissement pour compte propre. Pour que les calculs du produit intérieur soient complets, il faut donc inclure des estimations de la production qui n'est pas commercialisée.

En dehors des entreprises et des ménages, la majeure partie de la production s'effectue au sein des administrations publiques.

Les constructeurs de MCS adoptent, généralement, les classifications retenues dans les systèmes comptables nationaux. En effet, ce choix est justifié et à plusieurs titres.

1.2.2. La désagrégation

Une matrice de comptabilité sociale est élaborée généralement en plusieurs étapes. La construction d'une première version de matrice de comptabilité sociale, permet d'illustrer le principe de cohérence interne de l'approche. Elle aura un certain intérêt didactique, au moins. Mais le modernisateur peut rendre cette construction plus élaborée pour tenir compte des perceptions qu'il a des mécanismes de marché, d'allocation et de répartition de l'économie qu'il étudie. Il peut ainsi vouloir prendre en considération des contraintes techniques et institutionnelles particulières qui s'exercent sur cette économie. De tels développements obéissent à certains principes relatifs aux problèmes de désagrégation.

Nous rappelons, encore une fois, que ces problèmes sont très intimement liés à la banque de données de l'économie en étude.

Nous énonçons les principes de base, pour les appliquer ensuite sur l'économie algérienne :

- si un produit ou facteur de production est transigé à des prix différents dans des marchés différents, on ouvre autant de comptes qu'il y a de marchés.^[5] Par exemple, dans le cas de notre étude, nous avons supposé que la main d'oeuvre est suffisamment homogène, du point de vue de la qualification professionnelle et qu'il y ait une certaine mobilité intersectorielle des travailleurs, pour que nous retenons un seul compte pour le facteur travail. En effet, la désagrégation des paiements de la valeur ajoutée aux facteurs est effectuée, en deux comptes centraux de facteurs: le capital et le travail.

- si un produit ou un facteur n'est pas parfaitement substituant dans ses utilisations, il y a lieu d'ouvrir plus d'un compte pour ce produit ou facteur. Ainsi, les consommateurs peuvent préférer, pour certains produits, le produit étranger au produit local, quelque soit le prix relatif de ces deux produits. Dans ce cas, on distinguera produits locaux et produits importés. Un argument symétrique s'applique aux producteurs quant aux choix des biens intermédiaires.

- si les comportements des agents économiques sont soumis à des contraintes déterminant des décisions de nature séquentielle, il y a lieu d'ouvrir plus d'un compte pour ces agents.

Ces choix nous permettent de désagréger les différents comptes de la MCS, que nous avons présentés dans la Table 4, et de boucler leurs interactions réciproques, permises par les données collectées.

2. UNE MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ESTIMEE POUR L'ECONOMIE ALGERIENNE

Le remplissage de la matrice de comptabilité sociale pour une année

precise est une collecte de donnees. Celle-ci depend de l'etat et la

disponibilité de l'information statistique de l'économie considérée. Un sous-ensemble de flux de la MCS provient, en effet, des comptes nationaux agrégés qui, en général, se limitent à fournir les agrégats de l'identité macro-économique, une ventilation plus ou moins détaillée des recettes et dépenses de l'Etat et le détail du compte courant de la balance des paiements extérieurs, qui est la réciproque du compte du Reste du Monde. Les flux d'épargne sont résiduels.

Le remplissage de la MCS exigera un travail de plusieurs mois. Cet effort doit être considéré comme essentiel, si on veut que l'exercice de projection et de simulation à l'aide d'un modèle calculable d'équilibre général ait une quelconque utilité pour l'élaboration des politiques économiques.

Avant de procéder au chiffrage de la matrice, il nous paraît nécessaire de présenter les caractéristiques principales du système de comptabilité national algérien du fait qu'il représente la source primaire de notre collecte de données.

2.1. Les liens entre les systèmes des comptes nationaux et MCS

Dans ce qui suit, nous visons à traiter le problème suivant : comment les statistiques macro-économiques décrites ci-dessus peuvent-elles se rattacher aux comptes décrits dans une MCS ?

Nous fournirons une approche générale à cette question.

Lorsqu'on désagrège les comptes nationaux par secteurs, chaque relevé sectoriel ressemble tout à fait à une balance de paiements. On exploite souvent cette analogie, sur la base de laquelle les agencements de comptes d'une MCS trouvent leur fondement. Un relevé sectoriel couvrant les opérations incluses dans les comptes nationaux se termine par un solde des opérations non financières du secteur, qui devrait en principe être égal à la variation de ses avoirs et engagements à l'égard des autres secteurs et du Reste du Monde. Etant donné que les opérations entre les secteurs intérieurs s'annulent, les soldes sectoriels ainsi définis devraient aussi, en principe, constituer la balance des transactions courantes, y compris les transferts en capital.

Une des méthodes d'analyse de ces opérations consiste à utiliser un système complet de comptes nationaux : un compte de production, un compte de revenu et de dépenses, un compte de capital et de financement, mais tous subdivisés par secteurs, y compris le Reste du Monde comme secteur de l'économie. En effet, au sein d'une MCS on peut établir, comme dans le SNA68, des relevés du compte du revenu et de dépense et du compte de capital et de financement, subdivisés en secteurs intérieurs, auquel s'ajoute la balance des paiements. En principe, la solution adoptée dans la construction d'une MCS est la même que dans le SNA68. La présentation, toutefois, est extrêmement condensée, et la sélection des différentes opérations entre agents permet de mettre l'accent sur les variables qui constituent les instruments et les objectifs de politique économique.

En intégrant les comptes nationaux aux opérations financières, le SNA68 remplace la balance des paiements par un relevé concernant le Reste du Monde vu comme un secteur économique.

Cette présentation s'attache à illustrer un certain nombre de ces points dans un seul tableau à partir duquel on peut isoler les identités les plus fréquemment utilisées dans les modèles macro-économiques[6].

2.2. Une matrice de comptabilité sociale chiffrée

Avant d'entreprendre l'étape de remplissage de la matrice, il est nécessaire de définir le cadre comptable et, partant, la forme choisie de notre MCS en appliquant les diverses procédures de classification et désagrégation exposées ci-dessus :

i) la classification des activités de production: le compte des branches.

D'une façon générale, les activités de production sont définies selon la Classification Industrielle Internationale Standard (ISIC), avec certaines désagrégations lorsque la qualité et la disponibilité des données le permettent.

ii) la classification des institutions : le compte des agents.

Les comptes des institutions sont les plus délicats à construire et en même temps forment la partie essentielle dans l'élaboration d'une MCS, destinée à l'analyse des politiques économiques. Une institution se définit comme un agent du système économique. Nous distinguons 4 sortes d'institutions : les ménages, le Gouvernement, les entreprises privées et les entreprises publiques.

iii) les biens et services : Le compte de produits.

Comme nous avons choisi une classification selon les branches, celle des biens de consommation s'ensuit. Les deux classifications coïncident parfaitement. Plus précisément, nous utiliserons la nomenclature à 20 produits du SCEA. Nous étions amenés à effectuer certaines agrégations pour rendre cohérentes les classifications en branches et en produits.

iv) les facteurs de production : Le compte des facteurs.

Notre désagrégation des paiements de la valeur ajoutée aux facteurs est effectuée en deux comptes centraux de facteurs: le capital et le travail.

Des sous classifications peuvent être faites pour chacun des deux facteurs.

Pour le capital, il est usuel de distinguer le capital privé du capital public. Cette distinction coïncide avec celle que nous avons effectuée sur les entreprises privées et publiques, pour assurer la cohérence du cadre comptable retenu. Dans notre cas, le capital est agrégé. En effet, cela pose beaucoup de problèmes conceptuels et statistiques, omniprésents dans la littérature économique.

Le facteur travail, est lui aussi agrégé. Cette agrégation tient au seul fait de la disponibilité de données statistiques cohérentes.

v) le Reste du Monde : Le compte extérieur.

Ce compte se compose des importations de biens et services et des transferts des différents agents économiques (courants ou en capital) qui forment sa structure de recettes. Les dépenses se constituent des exportations de biens et services, des taxes à l'exportation et des transferts (courants ou en capital) reçus par l'économie à étudier. Ce compte se présente sous une forme très usuelle, comme mentionné ci-dessus sur l'évocation de la balance des paiements.

Ces choix nous permettent de désagréger les différents comptes de la MCS, que nous avons présentés dans la Table 3, et de boucler leurs interrelations réciproques, permises par les données actuelles. Nous obtenons ainsi une matrice pour l'économie algérienne schématisée dans la Table 4 (a, b, c).

Sur la base de cette classification nous pouvons dresser la table suivante qui nous permet d'entrevoir les diverses transactions entre les différents comptes retenus. La Table 5 (a, b) ci-dessous, contient les données statistiques que nous avons pu rassembler sur l'économie algérienne. Nous avons rempli cette MCS en mettant dans la même case la donnée et sa définition économiques.

Du côté de la collecte des données, nous avons utilisé principalement le T.E.S. 1989, et les différentes publications de l'O.N.S. sur les comptes nationaux algériens [7].

Une fois ces données rassemblées, il faut les concilier pour assurer la cohérence comptable de la MCS. A cet effet, nous avons usé de la méthode d'ajustement R.A. S [8].

Le problème est le suivant : construire une matrice dont les marges sont connues. Cette question, qui a été envisagée sous un aspect théorique, a trouvé plusieurs applications dans la restructuration des données, surtout pour les modèles d'équilibre général calculable.

Pour la conciliation de nos données macro-économiques, nous avons eu recours à cette méthode plusieurs fois.

Nous avons utilisé l'approche dite de valeurs de transactions (VT), mise en oeuvre par A. Drud, W. Grais et G. Pyatt (1984).

Dans cette MCS, sous forme d'un tableau carré Entrée-Sortie, sont enregistrés, pour l'année de base de la simulation, les flux comptables (transactions) de recettes et dépenses de l'économie considérée. Les recettes sont enregistrées en ligne (indice i) et les dépenses en colonne (indice j), l'élément général de la matrice étant symbolisé par t . En d'autres termes, si k est le secteur des entreprises et 1 celui des ménages, t sont les achats de biens et services des ménages aux entreprises. La cohérence interne de nature comptable de la matrice est

elle-même assurée par le fait que, pour chacun des n comptes qui ont été ouverts, le total des recettes est égal (identique) au total des dépenses.

Pour les ménages, nous avons :

$$\sum_{j=1}^n t_{ij} = \sum_{i=1}^n t_{ii} \quad \text{et}$$

pour les entreprises,

$$\sum_{j=1}^n t_{kj} = \sum_{i=1}^n t_{ik}$$

et ainsi de suite pour les n comptes. En d'autres termes, les totaux-lignes et les totaux-colonnes de la matrice sont égaux (identiques) pour $i = j$.

La Table 4 (a, b, c) donne, pour l'année de base, la MCS de l'économie algérienne. L'économie a 3 branches de production de biens importables, exportables et services et 4 agents économiques (ménages, Etat, entreprises privées et les entreprises publiques) ; nous n'utilisons que 2 facteurs de production (main-d'oeuvre et capital). L'économie étant considérée "petite", les prix extérieurs sont supposés exogènes.

La MCS correspondante a ainsi 14 comptes : 2 comptes de facteurs ($i, j=1, 2$), 4 comptes d'agents ($i, j=3, 6$), 1 compte d'accumulation ($i, j=7$), 3 comptes de branches de production ($i, j=8, 10$), 3 comptes de produits ($i, j=11, 13$) et 1 compte extérieur ($i, j=14$).

Les transactions sont exprimées en millions d'unités monétaires.

Essayons maintenant de lire cette dernière table qui montre un cliché de l'économie algérienne.

Nous pouvons commencer la lecture par celle des lignes 8 à 11 qui donnent les recettes des branches de production. Les ventes sont la somme des ventes locales et à l'extérieur. C'est ainsi que la branche des biens importables a produit et vendu au compte de produits correspondant, 233188.10 ($t_{8,11}$) sur le marché local et 1042.60 ($t_{8,14}$) à l'exportation, le montant de 234230.70 ($t_{8,15}$).

La même procédure de lecture s'applique aux lignes 9 et 10. Tous ces flux sont exprimés hors impôts et taxes indirects (nets de subvention), autrement dit au coût des facteurs.

La valeur de la production des trois branches aux coûts des facteurs, (totaux des lignes 8 à 10) est par définition, égale au coût de production de ces mêmes branches (totaux des lignes 8 à 10).

Les colonnes 8 à 10 ventilent ce coût de production entre rémunérations des facteurs de production et coûts intermédiaires.

Prenons, par exemple la colonne 8, la branche des biens importables. Pour un coût total de production de 234230.70 ($t_{15,8}$), elle paie 54129.11

($t_{1,8}$) de salaires, génère 4268.73 ($t_{2,8}$) de revenu brut d'exploitation et achète, sous la forme d'intrants intermédiaires de production, 89582.82 ($t_{11,8}$) de produits pétroliers, 6627.30 ($t_{12,8}$) de produits agricoles et industriels et 9838.70 ($t_{13,8}$) de services. Une lecture analogue est faite pour les colonnes 9 (les hydrocarbures) et 10 (les services).

Pour obtenir le total des ressources aux prix du marché, nous devons ajouter les impôts et taxes indirects à la production au coût des facteurs. Ceci est fait dans les colonnes de produits 11 à 13. A titre d'exemple, à la production de biens exportables au coût des facteurs de 88200.36 ($t_{9,12}$), nous ajoutons 18.68 ($t_{4,12}$) en taxes indirectes et 25075.72 ($t_{14,12}$) en produits importés pour obtenir les ressources disponibles en biens exportables, évalués aux prix du marché, soit 113294.75 ($t_{15,12}$), total de la colonne 12). Une lecture analogue est faite pour les autres colonnes de produits (11 et 13).

Les ressources totales en biens et services sont affectés à des utilisations intermédiaires et à des utilisations finales (consommation privée et publique, investissement). L'information sur ces utilisations est donnée par les lignes 11 à 13.

Prenons l'exemple des produits exportables : pour un total de ressources aux prix de marché de 113294.75 ($t_{16,12}$ total de la ligne 12), 12811.27 ($t_{12,3}$) ont été achetés par les ménages pour leurs consommations finales, 4356.05 ($t_{12,4}$) sont affectés à la consommation publique et 10259.05 ($t_{12,7}$) sont allés à des fins d'investissement, y compris les variations de stocks. Le reste ayant été utilisé à concurrence de 6627.30 ($t_{12,8}$), 65899.88 ($t_{12,9}$) et 13341.19 ($t_{12,10}$), respectivement par les branches de production des biens importables, exportables et les services, pour des fins de transformation (intermédiaire).

Comment s'est réparti le revenu du travail et du capital dans l'économie ?

D'une part, nous savons qu'un total de 78821.30 ($t_{1,15}$) de salaires a été payé (total de la ligne 1) et que le montant de 186092.95 ($t_{2,15}$) en rémunérations du capital a été distribué (total de la ligne 2). La totalité des salaires, à savoir 78821.30 ($t_{3,1}$), reviennent aux ménages.

Les revenus du capital se sont répartis comme suit : un montant de 23747.52 ($t_{4,2}$) à l'Etat rémunérant ainsi la participation de l'Etat au capital des sociétés de production, 81952.95 ($t_{5,2}$) ayant constitué le bénéfice brut (après distribution des dividendes et paiements de intérêts) des entreprises privées, tandis que le 80394.48 ($t_{6,2}$) représente l'excédent d'exploitation des opérations des entreprises publiques.

Les totaux des lignes 3, 4, 5 et 6 donnent le revenu total des divers agents. Pour les ménages, il s'est élevé à 242285.15 ($t_{3,15}$), l'Etat reçoit, en plus de ses revenus du capital, des impôts directs versés par les ménages et les entreprises privés et publiques à concurrence de 15.95

($t_{4,3}$), 1283.42 ($t_{4,5}$) et 945.89 ($t_{4,6}$), respectivement, auxquels il faut ajouter des impôts indirects (nets de subvention), soit 54901.42 ($54882.52+18.68+0.22$) ($t_{4,11} + t_{4,12} + t_{4,13}$). L'origine de ces impôts indirects provient des ventes des produits sur le marché local. En ajoutant les transferts reçus par l'Etat de l'extérieur, soit 9856.96 ($t_{4,14}$), nous obtenons le revenu total de l'Etat.

La lecture des colonnes 3, 4, 5 et 6 donne l'utilisation qui est faite par différents agents de leurs revenus. Les ménages paient 15.95 ($t_{4,3}$) en impôts directs, épargnent 344.46 ($t_{7,3}$) et consomment des biens importables d'un montant de 178135.07 ($t_{11,3}$), des produits pétroliers d'un montant équivalent à 12811.27 ($t_{12,3}$) et dépenses 50978.35 ($t_{13,3}$) en services, l'Etat a effectué des transferts aux montants de 14017.68 ($t_{2,4}$) et 2.87 ($t_{5,4}$) allant aux ménages et entreprises publiques, respectivement, l'Etat a consommé le montant de 58354.04 ($t_{11,4}$) en produits importables, 4356.05 ($t_{12,4}$) en produits exportables et 11519.17 ($t_{13,4}$) en services. Les entreprises privées paient 1283.42 ($t_{4,5}$) d'impôts directs, épargnent 17244.92 ($t_{7,5}$) et effectuent des transferts aux ménages d'un montant de 63424.61 ($t_{3,5}$).

Le compte d'accumulation est composé par les différentes épargnes des agents donnant un total de 132362.10 ($t_{15,7}$). Sur colonne, nous avons la ventilation des utilisations de ce montant.

C'est ainsi que l'économie a investi en biens importables (agricoles et industriels) 120286.33 ($t_{11,7}$), en biens exportables 10259.05 ($t_{12,7}$) et en services 1816.71 ($t_{13,7}$), y compris les variations de stocks.

Nous terminons la lecture de la Table 9 (a, b) par celle du compte du Reste du Monde.

Les principales recettes du Reste du Monde (ligne 14) ont été les importations réalisées par l'économie considérée en produits importables d'un montant de 167636.78 ($t_{14,11}$), en produits pétroliers de 25075.72 ($t_{14,12}$) et en services de 432.53 ($t_{14,13}$). Les recettes courantes du Reste du Monde se sont donc établies à 193145.55 ($t_{14,15}$), total de la ligne 14, auquel il faut ajouter les transferts courants des ménages et de l'Etat au Reste du Monde de 0.05 ($t_{14,3}$) et 0.47 ($t_{14,4}$) respectivement.

Les dépenses courantes du Reste du Monde, que nous avons identifiées, sont les suivantes (colonne 14) : les exportations faites par les branches de production soit, 1042.60 ($t_{8,14}$) en produits agricoles et industriels, 43979.74 ($t_{9,14}$) en produits pétroliers et 19422.30 ($t_{10,14}$) en services, les transferts courants aux ménages et à l'Etat en provenance du Reste du Monde, 6614.29 ($t_{3,14}$) et 9856.96 ($t_{4,14}$) respectivement. Sur ce compte apparaît un agrégat important, l'épargne étrangère. Elle

est égale à 112229.66 ($t_{7,14}$). Cette dernière n'est, bien entendu, rien d'autre que le déficit ou excédent courant du compte de la balance des paiements extérieurs de l'économie considérée. Dans l'hypothèse de déficit, elle est parfois appelée importation nette de capital étranger dans la mesure où le déficit courant extérieur est identique à la somme des importations de capital (investissements directs, prêts et subventions de capital) nettes des exportations (dont le remboursement du principal de la dette extérieure) et de la diminution des avoirs monétaires extérieurs.

Nous obtenons finalement l'identité macro-économique des recettes et des utilisations, qui assure la cohérence globale de notre MCS, telle que :

Produit intérieur aux coûts des facteurs		264914.25
	+	
Impôts indirects		54901.42
	+	
Importations de biens et services		193145.03
	=	
Produit intérieur brut aux prix du marché		512960.69
	=	
Consommation privée		241924.69
	+	
Consommation publique		74229.26
	+	
Investissement		132362.10
	+	
Exportations de biens et services		64444.64

Notons que la vérification de cette identité nous permet d'affirmer l'existence d'une fiabilité de notre base de données.

CONCLUSION

Une MCS pour l'économie algérienne, qui a été illustrée dans cet article, représente une première tentative de structuration de données économiques sur plusieurs aspects. Plus qu'avant, les efforts dans la comptabilité sociale doivent être une nécessité statistique pour l'analyse de politiques économiques dans les pays en développement.

A la fois la structure et des données chiffrées serviront un objectif d'analyse très utile. Etant donné que dans une MCS, on voit ce qu'on fait ou encore, «on prend quoi et de qui», nous pouvons avancer que nous avons atteint notre objectif.

Du point de vue analytique et de l'impact des politiques économiques, la MCS est utilisée dans la formalisation de modèles économiques.

Nous étions confrontés à un certain nombre de problèmes méthodologiques, dans les diverses étapes de construction de notre MCS. Le point le plus crucial, concerne l'application des méthodes de classification, pour définir un cadre comptable cohérent. Les liens entre

les comptes des facteurs et ceux des institutions sont difficiles à appréhender, à l'état conceptuel actuel des comptes nationaux algériens.

Inévitablement, notre exercice souffre de certaines lacunes. La plus importante est le manque de détails sur la structure des comptes des facteurs, travail et capital. Leurs agrégations ne permettent pas une analyse fine, par exemple, de la distribution de revenu. La seconde concerne l'agrégation en 3 branches de production.

Nous pouvons résumer cet article par les observations suivantes :

Comme pour les matrices de comptabilités nationales traditionnelles, une MCS se présente sous la forme d'un tableau carré où sont enregistrés les flux comptables de recettes et dépenses. Alors que les matrices de comptabilité nationale traditionnelles n'ouvrent, en général, des comptes que pour les branches de production, les agents économiques (ménages, entreprises, Etat), le Reste du Monde et le secteur accumulation (épargne - investissement). La MCS ouvre au minimum des comptes pour les biens et services et les facteurs de production.

La MCS, contrairement aux matrices traditionnelles à forme unique quelle que soit l'économie étudiée, a une forme qui est déterminée par la problématique que l'on veut analyser ainsi que la perception qu'a le modernisateur des mécanismes de marché, d'allocation et de répartition

La question que l'on peut se poser maintenant est : Que faire avec cette MCS estimée ?

En effet, de cette brève synthèse sur les origines, l'évolution et la description de la matrice, il faut citer les MCS de la troisième génération, qui rapportent dans cette cellule l'expression algébrique qui détermine la donnée numérique correspondante. Cette matrice numérique relative à l'année prise comme base, est utilisée pour comme "banque de données" des modèles d'équilibre général calculable. Pour des fins de modélisations, en équilibre général, la définition du cadre comptable implique, dès le départ, le modernisateur. Cette tâche, traditionnellement, était laissée aux statisticiens-comptables.

Pour conclure, nous disons que la MCS pour l'Algérie, fournit une nouvelle perspective sur la comptabilité sociale, mais est seulement la première étape d'un processus méthodologique mutant.

REFERENCES

BACHARACH M, 1970. *Biproportional Matrices and Entrée-Sortie Change*. Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

DEFOURNY J & THORBECKE E, 1984. "Structural path analysis and multiplier décomposition within a social accounting matrix framework". *Journal of Economic Literature*, 1984.

DRUD A, GRAIS W & PYATT G, 1984. "THE VT APPROCH : a systematic method of defining economywide models on social accounting matrices". *Journal of Economic Literature*, 1984.

DRUD A, GRAIS W & ECKAUS RS, 1986. "Survey : Macroeconomic modelling based on social accounting principles" *Journal of Police Modelling*, 1986.

ECKAUS R.S, MC CARTY F.D & MOHIE-ELDIN E, 1981. "Social accounting matrix for Egypt". *Journal of Development Economic*, 1981.

KEUNING S.J, 1991. "Proposal for a social Accounting Matrix with fits into the next System of National Accounts" *Economic System Research*, 1991.

PYATT G & ROUND J.J, 1980. "A social accounting Matrix for development planning". *Journal od Economic Development*, 1980.

PYATT G & ROUND J.J, 1979. "Accounting and fixed price multipliers in a social accounting matrix framework". *Economic Journal*, 1979.

PYATT G & ROE A, 1977. *Social accounting for developinent planning with special reference to Sri-Lanka*. London, Cambridge University Press, 1977.

PYATT G & THORBECKE G, 1982. *Planning techniques for a better future*. International Labour Office, Geneva, 1982.

STONE JR, 1961. *Social accounts at the regional level : a survey, regional Economic Planning*. O.C.D.E., Paris, 1961.

UNITED NATIONS STATISTICAL OFFICE : A System of National Accounts, Studies in methods, Series F. review 3, New York, 1968.

SOURCES STATISTIQUES

Tableau des Entrée-Sortie année 1989, SÉRIE STATISTIQUES ECONOMIQUES, O.N.S. (OFFICE NATIONAL DE LA STATISTIQUE).

Comptes Economiques, 1987, 1988, 1989, SÉRIE STATISTIQUES ECONOMIQUES, O.N.S.

Table 2
Une MCS pour une économie fermée

		Facteurs de Production	Compte des Institutions		Activités de Production	TOTAL	
			Courant	Capital			
		1	2	3	4	5	
Facteurs de Production	1	0	0	0	Valeur ajoutée	Revenu des facteurs	
Comptes des Institutions	Courant	2	Paiement des facteurs	Transferts courants	0	0	Revenu des Institutions
	Capital	3	0	Epargne	Transfert en capital	0	Acquisition de biens
Activités de Production	4	0	Consommation	Investissement	Transactions interindustrielle	Production Brute	
TOTAL	5	Revenus des facteurs	Dépenses des facteurs	Allocations de Fonds	Production Brute		

TABLEAU

Table 4a
Structure d'une MCS pour l'économie algérienne

RECETTES → DEPENSES ↓		FACTURES		AGENTS		
		Travail	Capital	Ménages	Etat	Entr. Privée
FACTURES de Production	Travail	-	-	-	0	-
	Capital	-	-	-	-	-
AGENTS	Ménages	Salaires payés ménages avant impôt	Revenu des ménages avant impôt	Transferts entre les ménages	Transferts Etat aux ménages	Transferts du privé aux ménages
	Etat	-	Revenu du Capital payé à Etat	impôt direct payé les ménages	-	impôt direct entre privées
	Entreprises Privées	-	Revenu du Capital des entre. privé	0	Transferts Etat Entr. Privé	-
	Entreprises publiques	-	Revenu du Capital Entre. publiques	0	Transferts Etat Entr. Publiques	-
ACCUMULATION		-	-	Epargne des divers agents économiques		
BRANCHES	Importables	-	-	-	-	-
	Exportables	-	-	-	-	-
	Services	-	-	-	-	-
PRODUITS	Importables	-	-	Consommation finale des ménages en biens	Consommation de l'Etat en produits finis	
	Exportables					
	Services					
RESTE du MONDE		-	-	Transferts divers agents extérieur		
TOTAL		Total des salaires versés à l'économie	Total des revenus capital versé à l'économie	Total des dépenses de courants ménages	Total des dépenses de l'Etat	Total des dépenses entreprises privées

Table 4b
Structure d'une MCS pour l'économie algérienne

RECETTES		AGENTS	ACCUMULATION	BRANCHES		
DEPENSES		Entr. publiques		Importables	Exportables	Services
Factures de Production	Capital	-	-	Salaires des diverses branches de production		
	Travail	-	-	Revenu du capital des diverses branches		
AGENTS	Ménages	-	-	-	-	-
	Etat	-	-	-	-	-
	Entr. Privée	-	-	-	-	-
	Entr. publique	-	-	-	-	-
ACCUMULATION		-	-	-	-	-
BRANCHES	Importables	-	-	-	-	-
	Exportables	-	-	-	-	-
	Services	-	-	-	-	-
PRODUITS	Importables	-	Formation brute	Consommation intermédiaire produits importables des diverses branches		
	Exportables	-	fixe de capital en	Consommation intermédiaire produits exportables des diverses branches		
	Services	-	divers produits	Consommation intermédiaire de service diverses branches de production		
RESTE DU MONDE		-	-	-	-	-
TOTAL		Total des dépenses Entr. publiques	Total de formation brute de capital de l'économie	Total de la production importables aux coûts des facteurs	Total de la production exportables aux coûts des facteurs	Total de la production services aux coûts des facteurs

Table 4c
Structure d'une MCS pour l'économie algérienne

RECETTES → DEPENSES ↓		PRODUITS			RESTE du MONDE	TOTAL
		Importables	Exportables	Services		
FACTURES de Production	Travail	-	-	-	-	Total des salaires reçus
	Capital	-	-	-	Revenu du capital	Total Revenu du capital reçu
AGENTS	Ménages	-	-	-	Transferts Ext- ménage	Total Revenus des ménages
	Etat	Impôt indirects sur les divers produits			Transferts Extér- Etat	Total des recettes Etat
	E. Privées	-	-	-		Total des recettes Ent. Privées
	E. Publiques	-	-	-		Total des recettes Ent. Publiques
ACCUMULATION		-	-	-	Déficit du compte BP	Total épargne nationale
BRANCHES	Importables	Produit Import vendu intérieur	-	-	Exportation des biens des divers secteurs du secteur productif	Total de la production des biens des divers secteurs aux Coût des facteurs
	Exportables		Produit export vendu Interne			
	Services	-	-	Production des services		
PRODUITS	Importables					Total des utilisations des divers biens
	Exportables					
	Services					
RESTE du MONDE		Importations en biens des divers secteurs productifs			-	Total recettes Reste Monde
TOTAL		Total des ressources des divers secteurs aux coûts des facteurs			Total des dépenses Externes	

Table 5a
Une MCS chiffrée pour l'économie algérienne

		FACTEURS		AGENTS			ACCUMULATION	
		Travail	Capital	Ménages	Etat	E. Privée		E. publique
FACTEURS	Travail	-	-	-	0	-	-	-
	Capital	-	-	-	-	-	-	-
	Ménages	78821.30	0	0	14017.68	63424.61	-	-
	Etat	-	23745.52	15.95	-	1283.42	-	-
	Ent. Privée	-	81952.95	0	0	-	-	-
	E. publique	-	80394.48	0	2.87	-	-	-
ACCUMULATION		-	-	344.46	2498.87	17244.92	-	-
BRANCHE	Importable	-	-	-	-	-	-	-
	Exportable	-	-	-	-	-	-	-
	Services	-	-	-	-	-	-	-
PRODUIT	Importable	-	-	178135.07	58354.04	-	-	120286.33
	Exportable	-	-	12811.27	4356.05	-	-	10259.05
	Services	-	-	50978.35	11519.17	-	-	1816.71
RESTE DU MONDE		-	-	0.05	0.47	-	-	-
TOTAL		78821.30	186092.95	242285.15	90749.15	81952.95	80397.35	132362.10

Table 5b
Une MCS chiffrée pour l'économie algérienne

	BRANCHES			PRODUITS			RESTE MONDE	TOTAL
	Importab.	Exportab.	Services	Importab.	Exportab.	Services		
Travail	54129.11	4268.73	20423.46	-	-	-	-	78821.30
Capital	74052.78	54078.42	57961.75	-	-	-	0	186092.95
Ménages	-	-	-	-	-	-	6614.29	242285.15
Etat	-	-	-	54882.52	18.68	0.27	9856.96	97049.15
E. Privée	-	-	-	-	-	-	-	81952.95
E. public	-	-	-	-	-	-	-	80097.35
ACCUM	-	-	-	-	-	-	112229.66	132362.10
Import	-	-	-	233188.10	-	-	1042.60	234230.70
Export	-	-	-	-	88200.36	-	43979.74	132180.10
Services	-	-	-	-	-	91604.85	19422.30	111027.15
Import	89582.82	2465.95	1367.18	-	-	-	-	455707.40
Export	6627.30	65899.88	13341.19	-	-	-	-	113294.75
Services	9838.70	5477.11	12407.56	-	-	-	-	92037.60
R Mbnde	-	-	-	167636.78	25075.72	432.63	-	193145.55
TOTAL	243230.70	132180.10	111027.15	455707.40	113294.75	92037.60	193145.5	

Notes

[*] Chargé de cours à l'institut des Sciences Commerciales du Centre Universitaire de Mostaganem.

[1] Le SNA68 utilise le format matriciel pour synthétiser les systèmes des comptes nationaux entiers.

[2] Les premières MCS furent réalisées au cours des années 70 au sein des missions du B.I.T. pour la Colombie, l'Iran et le Sri-Lanka. G. Pyatt, E. Thorebecke et D. Seers, qui participent activement à ces missions, sont considérés comme les pionniers de la MCS ; dès lors de nombreuses MCS ont été réalisées, surtout pour les pays en développement.

[3] Les premières traductions opérationnelles de la MCS dans le SNA93 furent réalisées par S. J. Keuning (1991).

[4] Lorsque les entreprises publiques jouissent d'un monopole, leurs bénéfices peuvent inclure un élément d'impôts indirects et leurs pertes un élément de subvention.

[5] Le corollaire de ce principe est que toutes les transactions réalisées au même prix appartiennent à la même ligne et colonne de la matrice de comptabilité sociale.

[6] L'épargne moins l'investissement se solde par un zéro pour l'ensemble du système et ne dégage donc pas

d'agrégat national. Cette proposition n'est vraie que si le Reste du Monde est considéré comme faisant partie de la nation, ce qui paraît être une contradiction, au moins dans les termes.

[7] Les données à l'état brut existent, leur épuration demande beaucoup d'efforts. A titre d'exemple, pour retrouver l'identité comptable macro-économique, nous avons utilisé plusieurs artifices.

[8] R.A.S. signifie Row And Sum colon. A cet effet, voir (M. Bacharach, 1970).